Philippe POIRRIER, Loïc VADELORGE, dirs, *Pour une histoire des politiques du patrimoine*

Paris, Éd. La Documentation française/ Comité d'histoire du ministère de la Culture, coll. Travaux et documents, 2003, 615 p.

Vincent Dubois

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7156>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.7156

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

ISBN : 978-2-86480-838-1

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vincent Dubois, « Philippe POIRRIER, Loïc VADELORGE, dirs, *Pour une histoire des politiques du patrimoine* », *Questions de communication* [En ligne], 5 | 2004, mis en ligne le 19 juillet 2013, consulté le 30 décembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/7156> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.7156>

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

la question des cultures), cette partie est à la fois très riche par la pertinence de l'analyse et susceptible d'être complétée par un regard communicationnel englobant.

Enfin, la quatrième partie s'ouvre sur les procédures et les savoir-faire d'un négociateur. L'auteur considère la négociation comme un art : art de la stratégie, cadre et contraintes de la raison d'État, rôle des hommes. Particulièrement vivants, les propos doivent ici à la longue expérience, déjà évoquée, de l'auteur. Dans le cadre des sciences de l'information, retenons notamment les approches sur le jeu du négociateur et l'analyse presque interactionniste lorsqu'il s'agit de choisir un émissaire ou de trouver un accord en équipe. De nombreux points clés sont abordés comme la question du mandat, la personnalité du représentant, les marges de manœuvre, la légitimité. La pertinence des propos donne à cette partie un aspect opérationnel, sans pour autant ne jamais – et cela est valable pour le reste de l'ouvrage – prendre la forme d'un manuel ou d'un livre de « recettes ».

L'ouvrage d'Alain Plantey se termine sur le double mouvement qui anime nos sociétés et les États. D'une part, la multiplicité des modalités et des thèmes abordés par la négociation internationale et, d'autre part, l'arrivée de nouveaux acteurs comme les membres de la société civile, les experts ou des structures spécialisées mandatées sur un sujet. Méthode légitime de prévention de la violence, la négociation devient ainsi un moyen d'approfondissement et de régulation de nos sociétés démocratiques.

Olivier Arifon

LABCIS, université de Belfort-Montbéliard

Philippe POIRRIER, Loïc VADELORGE, dirs, *Pour une histoire des politiques du patrimoine.*

Paris, Éd. La Documentation française/
Comité d'histoire du ministère de la
Culture, coll. Travaux et documents, 2003,
615 p.

Issu d'un séminaire organisé conjointement par le Comité d'histoire du ministère de la Culture, le Centre d'histoire culturelle de l'université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et l'Institut d'histoire contemporaine de l'université de Bourgogne, ce volumineux ouvrage rassemble les textes

d'une trentaine d'auteurs. Ces textes revêtent des statuts différents : il s'agit, pour une part minoritaire, de synthèses problématiques (les « propositions » de Pascal Ory, Jean-Michel Leniaud, Yvon Lamy, auxquelles s'ajoutent les introduction et conclusion des deux directeurs de publication, ou encore le résumé des travaux déjà bien connus de Marie-Claude Genet-Delacroix), et pour l'essentiel de contributions originales présentant des enquêtes organisées en une chronologie qui va du premier Empire aux années 2000.

La richesse et la diversité de leur contenu empêchent d'en donner un aperçu synthétique, et ce d'autant plus que ces contributions se succèdent sans faire l'objet de regroupements thématiques. On se contentera donc d'un survol sommaire, informatif (et sans doute injustement sélectif), destiné à inciter le lecteur à piocher dans cette compilation. En premier lieu, on notera la présence judicieuse de plusieurs textes qui abordent la période de Vichy, et en particulier l'article, tout à fait intéressant, de Stéphanie Corcy-Debray sur la politique menée par le ministre Jérôme Carcopino. Outre l'intérêt propre à l'étude de cette période, on y voit ici, loin d'une lecture technique, institutionnelle ou esthétique, combien les questions patrimoniales sont traversées d'enjeux politiques. Du reste, ces enjeux sont bien rendus dans plusieurs autres périodes : c'est le cas pour la création de l'inventaire général au milieu des années 60 (Isabelle Balsamo), ou les tensions autour de la redéfinition de la notion de patrimoine pendant les « années Lang » (Philippe Poirrier). On saluera également l'attention prêtée à la politique de l'archéologie, trop souvent négligée, disséminée dans plusieurs articles, spécifiée dans au moins deux d'entre eux, et en particulier l'intéressante contribution d'Ève Gran-Aymerich sur la III^e République.

Si des contributions d'acteurs du patrimoine se mêlent, avec une réussite inévitablement inégale, à celles des chercheurs de disciplines variées, l'apport de Michel Rautenberg se situe à l'articulation des deux et présente, à ce titre, une originalité et un intérêt qu'il convient de souligner. Aujourd'hui professeur d'ethnologie, l'auteur opère un retour réflexif sur ses dix années d'expérience en

tant que conseiller au patrimoine ethnologique dans une direction régionale des affaires culturelles. Au-delà des questions strictement patrimoniales, il y a là une contribution plus générale à l'analyse des relations entre recherche et action culturelle. Ce témoignage raisonné fait ainsi écho au très complet article de Florence Weber sur les politiques du folklore de 1930 à 1960, qui montre bien le lien entre l'évolution de ces politiques et celle qui affecte l'ethnologie à laquelle elles sont étroitement liées. Ici, l'on voit comment la patrimonialisation est liée au regard savant porté sur les objets et les pratiques, et partant les relations d'interdépendance entre politiques patrimoniales et disciplines scientifiques concernées. Ainsi aurait-on pu imaginer des contributions analogues concernant les transformations de l'histoire de l'art et ses liens avec le traitement public du patrimoine.

Les politiques du patrimoine, ce sont des monuments (la cathédrale de Reims), des lieux (Lyon, Rouen, la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines), des institutions (le service des monuments historiques, l'écomusée), des dispositifs (l'inventaire, les lois) ; mais ce sont aussi des acteurs engagés dans des pratiques de patrimonialisation. Ces derniers sont analysés dans le texte d'Hervé Glevarec, consacré aux associations patrimoniales. Rendant compte des résultats d'une enquête récente, publiée dans un ouvrage co-signé avec Guy Saez (*Le patrimoine saisi par les associations*, Paris, Éd. La Documentation française, 2002), il met en parallèle deux évolutions concomitantes engagées au début des années 80 : le développement associatif et l'essor de l'intérêt multiforme pour le patrimoine. Ce faisant, il donne des pistes pour comprendre les fondements sociaux de ce qu'on a pu appeler « l'émoi patrimonial » ou la « folie du patrimoine », et partant sur le sens social des politiques patrimoniales. En complément ou en contrepoint, on aurait pu envisager des travaux sur d'autres catégories d'acteurs du patrimoine : on pense en particulier aux conservateurs, à leur recrutement, leur formation, leurs enjeux professionnels, etc., dont il aurait été intéressant d'identifier le rôle dans l'évolution des politiques patrimoniales.

En conclusion de ce survol, on ne peut que souscrire aux propositions finales de Philippe Poirier lorsqu'il replace l'analyse des politiques du patrimoine dans celle des politiques culturelles. Il est vrai qu'elle y occupe une place singulière. Le patrimoine – moins central que n'a pu l'être le spectacle vivant dans l'affirmation des nouvelles missions culturelles de l'État autour de la création du ministère des Affaires culturelles – est également moins central dans les relations entre artistes et politiques, et à ce titre, a pu être négligé dans les analyses centrées sur la formation des politiques culturelles contemporaines. L'immense littérature – notamment historiographique – montre qu'il n'a cependant pas été négligé par les chercheurs ; mais, constitué en domaine de recherche à part entière, il a souvent été traité en lui-même et pour lui-même, de manière relativement détachée des enjeux et des politiques qui affectent plus largement le champ culturel. Ce n'est pas le moindre mérite de ce recueil que d'inciter les analystes des politiques culturelles à reconsidérer leur dimension patrimoniale, et les spécialistes du patrimoine à mieux inscrire son analyse dans une vision d'ensemble des politiques de la culture.

Vincent Dubois

ÉRISE, université de Metz

Sylvie ROLLET, *Voyage à Cythère. La poétique de la mémoire d'Angelopoulos*.

Paris, Éd. L'Harmattan, coll. Esthétiques, 2003, 373 p.

L'ouvrage de Sylvie Rollet offre une analyse de film exemplaire. La richesse des références mythologiques et historiques ne l'éloigne jamais de son propos, qui se développe au plus proche d'une confrontation avec l'œuvre. Une réelle complétude s'en dégage. L'enjeu essentiel est d'interroger la capacité de l'image à promouvoir un travail de la mémoire, d'autant plus aigu qu'il concerne les délaissés de l'Histoire grecque. De ce point de vue, le film marquerait un tournant dans l'œuvre d'Angelopoulos, car y est promue une intériorisation de la fêlure dans le rapport entre le sujet et la mémoire collective. Le clivage du récit entre rêve et réalité atteste la fracture entre le présent et le passé. En effet, le film que prépare